

# Plan Local d'Urbanisme

## Commune de Wailly-Beaucamp

### Révision Allégée du PLU

## Dossier Administratif

- Engagement de la procédure par délibération n°2022-287 du conseil communautaire en date du 06/10/2022,
- Arrêt du projet par délibération n°2023-268 du conseil communautaire en date du 12/10/2023,
- Approbation de la révision allégée par délibération du conseil communautaire en date du 04/07/2024,

Vu pour être annexé au PLU suite à la  
délibération approuvant la révision allégée,  
Fait à Montreuil-Sur-Mer,  
Le Président de la CA2BM.  
Monsieur COUSEIN Bruno





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

Préambule : Conférence des Maires

- Présentation et Procès-Verbal

### I – Prescription :

- Délibération n° 2022-287 engageant la procédure
- Certificats d'affichage
- Parutions

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Courrier envoyé
- Tableau récapitulatif
- Accusés de réception
- Avis

### III – Bilan de la concertation avant arrêt du projet

- Certificat d’affichage
- Bilan de la concertation

### IV – Arrêt du projet

- Délibération
- Certificat d’affichage
- Parutions

### V – Autorité Environnementale

- Avis de la MRAE
- Mémoire en réponse
- Proposition de modification de l’évaluation environnementale suite à l’avis de la MRAE
- Proposition de modification du résumé non technique suite à l’avis de la MRAE

### VI – Notification de l’arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d’examen conjoint

- Notification de l’arrêt aux PPA

-Courriers  
-Tableau  
-Accusés de réception

- Réunion d’examen conjoint

-Courriers  
-Tableau  
-Accusés de réception  
-Support de présentation de la réunion d’examen conjoint  
-PV/Compte-rendu de la réunion d’examen conjoint  
-Synthèse des avis  
-Mémoire en réponse

## VII – Enquête publique

- Courrier du tribunal n°E24000020/59 – désignation du commissaire enquêteur
- Arrêté n°2024-18 du Président de la CA2BM portant organisation de l'enquête publique
- Certificats d'affichage
- Parutions
- Affichage de l'avis d'enquête
- Résumé non technique
- Observation du registre de concertation (1)
- Rapport d'enquête du commissaire enquêteur
- Conclusion et avis du commissaire enquêteur

# Conférence des Maires

Jeudi 06 octobre 2022

Définition des modalités de collaboration  
lors de procédures de révision allégée

# Les procédures de révision allégée envisagées

2 révisions allégées du PLUi ex CCOS sur le  
**secteur Bois de Sapin :**

- Déclassement des Espaces Boisés Classés (EBC)
- Réduction de la protection de haies

**Objectif** : mise en compatibilité avec les travaux de restructuration de la **digue rétro-littorale** et le **plan de gestion** du Conservatoire du Littoral

2 révisions allégées du PLUi ex CCOS au niveau de la maison médicale de Groffliers afin de **renforcer l'accès aux soins** sur le territoire de la CA2BM en anticipant et accompagnant le développement d'activités médicales et paramédicales

1 révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp au niveau de la carrière Saison afin de **pérenniser le site d'exploitation et ses emplois** ainsi que de **maintenir des circuits courts d'approvisionnement de ressources**.

# Les modalités de collaboration lors des procédures

Le Code de l'urbanisme dispose que, dans le cadre de révisions allégées, les modalités de collaboration entre les communes soient définies lors d'une conférence intercommunale (**article L. 153-8 du code de l'urbanisme**).

**Proposition : Ne sont mobilisées dans les procédures que les communes dont le PLU(i) est révisé et qui sont concernées par les évolutions du document.**



# **Conférence Intercommunale des Maires**

**Le 06 Octobre 2022 à 17h30**

***Procès-Verbal***



**Objet :** *Luther BERET du bureau d'études GoPub Conseil anime à l'appui d'un powerpoint la réunion concernant l'approbation du RLPi. L'objet de cette réunion est de présenter aux élus le bilan des avis PPA, de la CDNPS, des communes et de l'enquête publique.*

Ont été présentés les éléments suivants :

**-Bilan des PPA :**

Après la notification du projet arrêté aux personnes publiques associées, aux communes et à la CDNPS :

- 3 avis favorables sans réserve (Chambre du commerce et d'Industrie, le Département et la Communauté d'Agglomération du Boulonnais),
- 19 avis favorables des communes et 27 réputés favorables,
- 1 avis favorable avec réserves de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM),
- 1 avis favorable avec réserves de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS),

**Synthèse des réserves :**

- Réserve n°1 : *ajouter certains monuments historiques dans le rapport de présentation et ajouter les abords sur le plan de zonage,*
- Réserve n°2 : *clarifier la notion de zones tampons à Berck et Etaples (parties de ZP3 de ces deux communes)*
- Réserve n°3 : *disposer d'un document comprenant le RNP et le RLPi*
- Réserve n°4 : *ajouter une limite au nombre de bâches autorisées : une par unité foncière*
- Réserve n°5 : *restreindre encore plus les panneaux numériques car ils sont énergivores (en nombre) voire les interdire totalement.*
- Réserve n°6 : *réduire la plage d'extinction nocturne pour protéger les espaces nocturnes notamment dans les zones proches des ZNIEFF et Natura 2000*
- Réserve n°7 : *encadrer plus les enseignes parallèles au mur (exiger des lettres découpées)*
- Réserve n°8 : *rappeler que les enseignes scellées/posées au sol > 1 m2 sont limitées en nombre à une par voie bordant l'activité (rappel du RNP)*

**-Bilan de l'enquête publique :**

L'enquête publique s'est déroulée au sein des 46 communes de la CA2BM du 30 mai 2022 au 1<sup>er</sup> juillet. Le siège de l'enquête publique était le service urbanisme (site d'Ecuire) et les lieux de permanences étaient les Mairies d'Attin, de Berck, de Cucq, d'Etaples et de Groffliers.

L'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans l'arrêté du conseil communautaire ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...).

Lors de l'enquête publique, 6 observations ont été inscrites sur les registres mis à disposition et 4 mails ont été enregistré et annexé au registre.

. Observation du registre des communes :

- Observation 1 (ATTIN) : particulier : agents pour le contrôle et l'application du RLPi
- Observation 2 (CUCQ) : Afficaps : différence entre le traitement avec la publicité et le mobilier urbain et les autres publicités/assouplir les règles de format en ZP3 (8m<sup>2</sup>)
- Observation 3 (CUCQ) : Oxialive : différence de traitement avec la publicité et le mobilier urbain/ZP2 : porter à 4m<sup>2</sup> (au lieu de 2 m<sup>2</sup>) la surface du numérique et 5 m de hauteur (au lieu de 3m)
- Observation 4 (Groffliers) : JC DECAUX : distinguer le mobilier urbain des autres formes de publicité / déroger plus largement en ZP 2 et ZP3 / ne pas réglementer la publicité sur le mobilier urbain.
- Observation 5 (Groffliers) : UPE : ZP2 : porter à 10,5 m<sup>2</sup> (au lieu de 4 m<sup>2</sup>) / supprimer les règles locales sur les bâches publicitaires
- Observation 6 (Etaples) : Ville d'Etaples : ajustements du zonage et résolution du plan de zonage.

. Observation du registre dématérialisé :

- Observation 1 (JC DECAUX) : distinguer le mobilier urbain des autres formes de publicité/déroger plus largement en ZP2 et ZP3 / ne pas réglementer la publicité sur le mobilier numérique
- Observation 2 (UPE) : idem observation 5
- Observation 3 (ETAPLES) : idem observation 6
- Observation 4 (AFFICAPS) : idem observation 2

A l'issue de l'enquête publique, la commission d'enquête a émis un avis favorable avec deux réserves, à savoir :

- réserve n°1 : les monuments historiques doivent être portés au plan de zonage, les zones tampons doivent apparaître clairement, tant sur le plan que dans sa légende.
- réserve n°2 : le plan de zonage doit être réalisé à une échelle permettant une lecture fine, comme le PLUi auquel il sera annexé.

Au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le projet est amené à être modifier de manière non substantielle.

**-Les modifications du dossier RLPi**

L'économie générale du projet n'est pas remise en cause. L'ensemble des dispositions présentées ci-après ont fait l'objet d'une validation des élus au sein de la conférence des Maires.

- Elaboration d'un guide illustrant à la fois les règles nationales et les règles locales (non annexé au dossier d'approbation du RLPi).
- Lisibilité et plans avec une échelle plus adaptée.
- Elaboration d'un plan de zonage contenant les périmètres des monuments historiques, des sites inscrits et des sites Natura 2000.
- Modification du plan de zonage sur la commune d'Etaples compte-tenu de l'évolution de l'urbanisation (Entrée Sud-Est de la commune)

**Objet :** *Définition des modalités de collaboration lors de procédures de révision allégée*

Ont été présentés les éléments suivants :

**- Les procédures de révision allégée envisagées**

1) Les révisions allégées du PLUi ex CCOS sur le secteur Bois de Sapins ayant pour objectif de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec les travaux de restructuration de la digue littorale ainsi que le plan de gestion du Conservatoire du Littoral.

Mots-clés : Déclassement des Espaces Boisés Classés (EBC), Réduction de la protection de haies.

2) Les révisions allégées du PLUi ex CCOS au niveau de la maison médicale de Groffliers ayant pour objectif de renforcer l'accès aux soins sur le territoire de la CA2BM en anticipant et accompagnant le développement d'activités médicales et paramédicales.

Mots-clés : Réduction d'une protection liée aux milieux naturels, Réduction d'une zone naturelle.

3) La révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp au niveau de la carrière Saison ayant pour objectif de pérenniser le site d'exploitation et ses emplois ainsi que de maintenir des circuits courts d'approvisionnement de ressources.

Mots-clés : Réduction d'une zone agricole.

**- Une proposition de modalités de collaboration à mobiliser lors des procédures**

Le Code de l'urbanisme dispose que, dans le cadre de révisions allégées, les modalités de collaboration entre les communes soient définies lors d'une conférence intercommunale (article L. 153-8 du code de l'urbanisme).

A été décidé que seules les communes dont le PLU(i) est révisé et qui sont concernées par les évolutions de document seront mobilisées lors des procédures de révision allégée.

**Divers**

**-Monsieur B. COUSEIN** rappelle aux différents élus du transfert de compétences et du pouvoir de police suite concernant les demandes d'autorisations et de déclarations préalables.

**-Monsieur JC. ALLEXANDRE** explique qu'une modification des conventions est en cours pour intégrer les publicités et enseignes au service commun ADS de la CA2BM.

**-Madame I.BAILLET** rapporte la création d'un poste d'inspecteur des dispositifs publicitaires et de l'urbanisme.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h15.



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### I – Prescription :

- Délibération n° 2022-287 engageant la procédure



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

-----

L'an deux mille vingt-deux, le six octobre à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 29 septembre 2022, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

**Etaient présents :** Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

**Etaient excusés et avaient donné pouvoir :**

Marc DELABY a donné pouvoir à Bruno DELENCLOS  
Sébastien BETHOUART a donné pouvoir à Claude COIN  
Daniel BERTIN a donné pouvoir à Bernard MORGENTHALER  
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à Jean-Marie MICHAULT  
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER  
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à Marie -France BUZELIN  
Christelle DEHARBE a donné pouvoir à Bernard WAUQUIER  
Thierry POILLET a donné pouvoir à Benoit ROUZE  
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à Valérie DELORME  
Pierre LEQUIEN a donné pouvoir à Geneviève MARGUERITTE

**Etaient excusés et représentés par un suppléant :**

Daniel DUBOIS représenté par Alice SENNINGER

**Etaient absents excusés et non représentés :**

Philippe FOURCROY, Dominique MASSON

**Secrétaire de séance :** Françoise DENIS

Jean-François ROUSSEL a quitté la séance de conseil à 19h10 et a donné pouvoir à Marc BRIET pour le 2<sup>ème</sup> tour de l'élection du Vice-président.

**INSTALLATION DU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE**

Installation de Monsieur Gérard ANDRE en qualité de Conseiller Communautaire de la ville d'Etaples sur Mer en remplacement de Monsieur Philippe FAIT, démissionnaire.

<b>Numéro de l'acte</b>	<b>2022-287</b>
<b>Nature de l'acte</b>	<b>Délibération</b>
<b>Matière de l'acte</b>	<b>2.1 Documents d'urbanisme</b>

**Objet : Engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU Wailly-Beaucamp**

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.132-2 et suivants, L.132-7 et suivants, L.153-11 et suivants, L.153-31 et suivants, R. 104-11, R.132-1 et suivants, R.153-3 et suivants, R.153-11 et suivants, R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu le courrier en date du 08 octobre 2021 émanant de la commune de Wailly-Beaucamp sollicitant le lancement d'une procédure de révision allégée du PLU communal ;
- Vu la conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des maires des communes en date du 06 octobre 2022 durant laquelle les modalités de collaboration ont été définies ;
- Considérant la nécessité de procéder à la révision du plan local d'urbanisme communal afin de pérenniser un site d'exploitation de carrière et les emplois y étant associés ainsi que de maintenir des circuits courts d'approvisionnement de ressources ;
- Considérant que lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable, la procédure peut être menée via une révision dite allégée conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme ;
- Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 153-12 du code de l'urbanisme, « Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L.153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L.103-3 » ;
- Considérant que la délibération arrêtant le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L.103-6, que le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de

coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et que le projet de révision arrêté est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement ;

## **1. Objectifs poursuivis**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Wailly-Beaucamp s'articule autour de trois axes dont le deuxième est intitulé « Conforter les activités économiques ». Un des objectifs économiques de cet axe est de permettre un développement des activités industrielles, artisanales et tertiaires.

La carrière Saison est un acteur économique du territoire communal depuis 2006, date à laquelle le site d'exploitation a commencé à extraire des matériaux sur les parcelles B31, B33, ZC1, ZC24, ZC28 et ZC 29 classées en zone Nc. Afin d'éviter que les activités de la carrière, pourvoyeuses d'emplois et de ressources en circuits-courts, ne cessent en raison de l'épuisement du gisement actuellement exploité, il est nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée aux carrières sur les parcelles voisines.

L'objectif de la révision est ainsi de modifier le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23 afin d'assurer la pérennisation du site d'exploitation et des emplois y étant associés tout en prévoyant les modalités de reconversion du site en cas de cessation d'activités au sein du règlement écrit du PLU.

## **2. Modalités de collaboration entre communes membres**

La conférence intercommunale en date du 06 octobre 2022 a défini les modalités de collaboration entre communes membres de l'agglomération comme suit :

### **1) Instances obligatoires facultatives mobilisées dans le cadre de la procédure**

- Le conseil communautaire qui approuve les objectifs et orientations de la révision au cours des différentes étapes de la procédure puis arrête et approuve la révision du PLUi.
- La conférence intercommunale composée des maires des 46 communes de la CA2BM qui examine les modalités de collaboration entre communes avant la délibération du conseil communautaire arrêtant ces modalités et qui se réunit après l'enquête publique pour une présentation des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.
- Un COPIL qui pilote et assure le suivi de l'ensemble de la procédure et qui se réunit autant que de besoin.

### **2) Périmètre de la procédure**

- Sont concernées par la procédure, les communes dont le document d'urbanisme est amené à être révisé. Dans le cas présent, est concernée la commune de Wailly-Beaucamp.

## **3. Modalités de concertation**

Conformément aux dispositions de l'article L.103-3 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation suivantes seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- Un registre sera mis en place d'un registre au siège de la CA2BM et à la mairie de Wailly-Beaucamp, commune où est projeté l'extension du zonage Nc afin de pérenniser un site d'exploitation de carrière et les emplois y étant associés ainsi que de maintenir des circuits courts d'approvisionnement de ressources ;
- Une information sur la procédure sera affichée sur le site internet de la CA2BM ;
- Une adresse électronique ([revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr)) permettra de recueillir les observations et contributions du public

Ces modalités de concertation du public seront mises en place à compter de l'exécution de la présente délibération et jusqu'à l'arrêt du projet ;

**Il est proposé au conseil communautaire :**

1. de prescrire la révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp,
2. d'approuver les objectifs poursuivis comme exposés précédemment,
3. d'approuver les modalités de collaboration telles qu'exposées précédemment,
4. de fixer les modalités de concertation selon celles décrites précédemment,
5. d'autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer, tout acte ou toute pièce nécessaire pour mener à bien la procédure.

Les crédits sont prévus au budget.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera :

- notifiée :
  - au Préfet du Pas-de-Calais,
  - aux Maires de la CA2BM,
  - au Président du Conseil Régional des Hauts-de-France et à l'autorité organisatrice de la mobilité,
  - au Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais,
  - au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
  - au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
  - au Président de la Chambre d'Agriculture,
  - au Président du Comité Régional de la Conchyliculture,
  - au Président du Syndicat Mixte du Montreuillois,
  - au Parc Naturel Marin,
  - à l'Office National des Forêts,
  - à la Société Nationale des Chemins de Fer français ;
- adressée aux établissements publics de coopération intercommunale et aux communes limitrophes du territoire de la communauté d'agglomération ;

Conformément aux articles L.132-11 et L.132-13 du code de l'urbanisme, seront consultés à leur demande au cours de la procédure de révision :

- Le Préfet du Pas-de-Calais,



- Le Président de la Région et l'AOM,
- Le Président du Département,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture,
- Le Président du Comité Régional de la Conchyliculture,
- Le Président du Syndicat Mixte du Montreuillois,
- Le Président des EPCI voisins compétents,
- Le Parc Naturel Marin,
- L'Office National des Forêts,
- La Société Nationale des Chemins de Fer français
- Les Maires des communes voisines,
- Les associations locales d'usagers agréées,
- Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement,
- Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents en matière d'élaboration du plan d'urbanisme,
- Le représentant des organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent,
- Les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport ainsi que les associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de mobilité ;

Conformément à l'article L.132-2 du code de l'urbanisme, la CA2BM sollicite l'autorité administrative de l'Etat afin qu'elle porte à connaissance des communes ou de leurs groupements compétents :

1° Les dispositions législatives et réglementaires applicables au territoire concerné et notamment les directives territoriales d'aménagement et de développement durables, les dispositions relatives au littoral et aux zones de montagne des chapitres Ier et II du titre II du présent livre, les servitudes d'utilité publique, le schéma régional de cohérence écologique, le plan régional de l'agriculture durable, le plan pluriannuel régional de développement forestier et les dispositions du plan de gestion du ou des biens inscrits au patrimoine mondial ;

2° Les projets des collectivités territoriales et de l'Etat et notamment les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national ;

3° Les études techniques nécessaires à l'exercice par les collectivités territoriales de leur compétence en matière d'urbanisme dont dispose l'Etat, notamment les études en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

### **Adopté à l'Unanimité**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

**Le Président,**

**Bruno COUSEIN**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20221006-2022-287-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2022

Affichage : 10/10/2022



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### I – Prescription :

- Certificats d’affichage

Montreuil-sur-Mer, le 16 janvier 2023

-----

## Certificat d'affichage

-----

**Délibération du Conseil Communautaire n° 2022-287 en date du 06 octobre 2022 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU Wailly-Beaucamp.**

-----

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher la délibération du Conseil Communautaire de la CA2BM n°2022-285 du 06 octobre 2022 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU Wailly-Beaucamp du 13 octobre 2022 au 18 novembre 2022 inclus **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

**Bruno COUSEIN**



Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

A Wailly-Beaucamp, le 23/12/2022

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Délibération du Conseil Communautaire n° 2022-287 en date du 06 octobre 2022 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU Wailly-Beaucamp.**

-----

Le Maire de la commune de Wailly-Beaucamp,

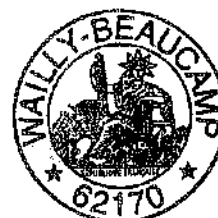
Certifie avoir fait afficher la délibération du Conseil Communautaire de la CA2BM n°2022-285 du 06 octobre 2022 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU Wailly-Beaucamp.

du 21/12/22 au 13/1/23 inclus en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.

Pour faire valoir ce que de droit.

*à Wailly-Beaucamp*  
*le 13/1/23*

*[Signature]*





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### I – Prescription :

- Parutions



## HUBY SAINT' LEU

Un regard, un geste, une présence, quelques mots de soutien, des fleurs. Tous ces témoignages d'amitié en ces jours d'épreuve lors du départ de

## Madame Lucette VIARD née BOULARD

nous ont apporté réconfort et encouragement.

Laurence et Ghislain HORNAIN-VIARD, ses enfants ;  
Estelle BONTEMPS, sa petite-fille ;  
Gabin, son arrière-petit-fils ;  
Vous prie d'accepter leurs très sincères remerciements.

Matthieu DUVAL, Pompes Funèbres, Marbrerie LHEUREUX  
62140 HESDIN ☎ 03 21 81 88 01

## RANG DU FLIERS

Devant tant d'amitié... tant de sympathie exprimée... à vous qui avez offert des fleurs, à vous qui l'avez accompagné une dernière fois, à vous qui, si nombreux avez adressé des lettres réconfortantes, lors du décès de

## Monsieur André MARGUERITTE

Éric et Pascaline MARGUERITTE-COLLETTE,  
Joël et Fabienne MARGUERITTE-IDEC,  
Christelle MARGUERITTE,  
Ludovic MARGUERITTE et Sylvie SEINE,  
Jean-Claude et Elisabeth TÊTREL-HUCHON, ses enfants,  
ses petits-enfants, arrière-petits-enfants et toute la famille,

Vous expriment leurs sincères remerciements et leur profonde gratitude.

Pompes Funèbres POCHOLLE - 62180 Verton ☎ 03 21 09 43 27

## RANG DU FLIERS

Frédéric THIEBAUT, son fils,  
Thomas DELENCLOS,  
Amandine DELENCLOS-DUHAMEL, ses petits-enfants,  
Ses arrière-petits-enfants et toute la famille,

Très touchés des nombreuses marques de sympathie et d'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de

## Monsieur Michel THIEBAUT

Remercient sincèrement toutes les personnes qui, par leur visite, présence aux obsèques et envoi de fleurs se sont associées à leur peine, ainsi que celles qui, empêchées leur ont exprimé leurs sentiments de condoléances.

Pompes Funèbres POCHOLLE - 62180 Verton ☎ 03 21 09 43 27

Arrêté du 19/11/2021  
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

### Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

### Constitution de GAEC :

- tarification au caractère
- Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)
- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
- Procédures collectives
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

## LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

## AVIS ADMINISTRATIFS

## AVIS AU PUBLIC

Le public est informé que le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé :

- Par délibération n°2022-284 en date du 6 octobre 2022 de retirer la délibération n°2019-278 en date du 19 décembre 2019 portant engagement de la procédure de révision « allégée » du PLU Secteur Sud Opalien ;
  - Par délibération en date du 6 octobre 2022, d'engager, de définir les modalités de collaboration des communes membres et les modalités de concertation de trois procédures de révision allégée du PLU : Sud Opalien ayant pour objet les espaces boisés classés (n°2022-285), le zonage de la ZA de Groffliers (n°2022-286) et les linéaires de haies protégées (n°2022-288) ainsi que d'une procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp portant sur une extension de carrière (n°2022-287).
- Les délibérations sont consultables au siège de la CA2BM ainsi que dans les mairies concernées pendant un mois. Elles sont également publiées sur le site internet de la CA2BM, pendant tout le temps de la procédure. L'ensemble des documents sera mis, en temps utile, sur le site internet de la CA2BM.

## COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

Approbation de la modification du PLU de Longvilliers

Le public est informé que par délibération n°2022-323 en date du 17/11/2022, le conseil communautaire a approuvé la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longvilliers. La délibération et le dossier sont consultables au siège et sur le site internet de la CA2BM.

## VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

## CRÉATIONS/ CONSTITUTIONS

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 24 novembre 2022, à SAULTY, il a été constitué une société présentant les

caractéristiques suivantes :  
FORME : Société civile  
DÉNOMINATION : LA MOTTE  
SIEGE SOCIAL : SAULTY (62158), 330, rue de Gombremetz

OBJET : La prise de participation et la gestion de portefeuilles de titres - La propriété, l'acquisition, la construction, l'administration et la gestion par la location ou autrement de biens immobiliers

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

CAPITAL : 10000,00 €  
APPORTS EN NUMÉRAIRE : 10000,00 €  
GERANCE : Monsieur DELALEAU Stéphane, demeurant à SAULTY (62158), 328, rue de Gombremetz, pour une durée indéterminée

CESSION DE PARTS : agrément pour toutes cessions  
IMMATRICULATION : au RCS d'ARRAS.  
Pour avis,

## MODIFICATIONS/ FUSIONS/ABSORPTIONS

## SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DU CHATEAU DE PENIN

SCI au capital social de 91 926,76 €  
Siège social : 1 rue de Tincques  
62127 PENIN  
SIREN 398 497 594 RCS ARRAS

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 1er Décembre 2022 il a été décidé de nommer à compter de cette date en qualité de nouveaux gérants Monsieur Christophe BOUTIN et Madame Sarah PHILIPPON demeurant 1 rue de TINCQUES - 62127 PENIN en remplacement de Monsieur André BOUTIN et Madame Marie Thérèse DEMONT décédés.  
Mention sera faite au RCS d'ARRAS.

## MICKA PIZZA

Société à responsabilité limitée  
au capital de 9000 euros  
Siège social : 3-5 place de la Gare  
62630 ETAPLES  
B 789 628 658 RCS Boulogne sur Mer

Il résulte du procès-verbal des décisions des associés du 10/10/2022 que le siège social a été transféré à ETAPLES (62630), 1 Rue Roger Dambron - zone industrielle à compter du 01/11/2022. L'article 4 "siège social" des statuts a été modifié en conséquence.  
Mention sera faite au RCS Boulogne-sur-Mer.  
Pour avis,

## THERA-TRAINER France

SARL au capital de 50 000 € - Siège social : Avenue du Champ Gretz - 62180 VERTON - RCS BOULOGNE SUR MER 838 537 264.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24/11/2022, il a été décidé de transférer le siège social au Parc Activités Economiques - 62180 VERTON, à compter de ce jour, et de modifier les statuts.

## DISSOLUTIONS LIQUIDATIONS/ CESSATIONS

## AVIS DE DISSOLUTION

MARIPOSA CONSEIL - AGENCE DIGITALE  
SARL au capital de 100 euros  
Siège : 12 Rue des Maritiaux  
62310 CREQUY  
RCS BOULOGNE SUR MER : 817.736.051.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 Novembre 2022 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable.

Elle a nommé comme liquidateur Mme Virginie HERBAUT, demeurant à CREQUY (62310), 12 Rue des Maritiaux, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à CREQUY (62310), 12 Rue des Maritiaux. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER.

Pour avis  
Le Liquidateur

## VIE JURIDIQUE CIVILE

## VIE MATRIMONIALE

## AMÉNAGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Nicolas PESCHECHODOW, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Bruno MEDRINAL, Jean-François PACARY, Sébastien LINKE, Nicolas PESCHECHODOW et Marc-Hugo SERE - Notaires Associés » dont le siège est à EU (76260), 7, Boulevard Faidherbe, CRPCEN 76041, le 5 décembre 2022, a été conclu le changement partiel de régime matrimonial par ajout d'un avantage entre époux, consistant en une clause de précipt pour l'avenir, ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

ENTRE :  
Monsieur Fabrice Gilbert René ROGER, Dirigeant, et Madame Corinne ANDRÉ ESTOR, Dirigeant, demeurant ensemble à OUVÉ-QUIQUIN (62380), 29 route de Lumbres  
Monsieur est né à PARIS 12ÈME ARRONDISSEMENT (75012) le 5 octobre 1968, Madame est née à PARIS 18ÈME ARRONDISSEMENT (75018) le 15 août 1969.

Mariés à la mairie de SAINT-JEAN-DE-BRAYE (45800) le 25 juillet 1998 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.  
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.  
Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet, conformément à l'article 1397 alinéa 3 du Code civil.  
Pour insertion  
Le notaire.

## BESOIN D'AIDE POUR UNE INSERTION LÉGALE

Appelez le  
**04 50 71 16 16**  
OU

legales@nordlittoral.fr  
entrepreneurs.legales.info

Le Réveil Les Échos Montreuil

## BONNES AFFAIRES

## Achats



Recherche mobilier et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou Galerie Ste-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.

PART : 06 95 60 34 70



Achète plus cher, horloge, carillon de marque ODO Westminster, 4 airs Ave Maria... même en mauvais état.

PART : 06 95 60 34 70



Achète table basse en céramique et objets (lampes, vases, grands plats, structures) en céramique des années 50 à 70.

PART : 06 95 60 34 70



Achète anciens objets militaires guerre 14-18 / 39-45 Indochine et Algérie.

PART : M. Guche 06 52 68 81 82

Vds chiots croisés braques épagneux breton. Mère n° 250269610129782, chasse.

PART : 06 77 70 16 71

## Divers

VDS PIANO PLEYEL, couleur noyer. Bon état. A Montreuil-sur-Mer

PART : 06 37 41 34 61

Le Journal de Montreuil Les Échos du Touquet de Berck Le Réveil

Habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas-de-Calais  
Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution  
Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA  
Le Journal de Montreuil créé en 1831 - CPPAP 1225 C 89216  
Le Réveil de Berck créé en 1880 - CPPAP 1225 C 89217  
Les Échos du Touquet créé en 1957 - CPPAP 0922 C 79931 Édité par la Société Nouvelle Nord Littoral - S.A. au capital de 193.936 euros



<b>Président</b> Marien Bonieux	<b>Annonces légales</b> 04.50.71.16.16 legales@nordlittoral.fr entrepreneurs.legales.info
<b>Directeur général et directeur de la publication</b> Éric Lepers	<b>Petites annonces</b> 11, rue Simoneau 62202 Boulogne-sur-Mer Cedex Tél. 03.21.87.88.87
<b>Rédacteur en chef</b> Frédéric Petronio	<b>Abonnement - Service clients</b> 03.66.89.04.14 Groupe Nord Littoral CS 10549 - 59023 Lille Cedex serviceclientshebdo@nordlittoral.fr
<b>Chef de rédaction</b> Mathieu Vergoin	<b>Imprimerie</b> Presse Flamande, 5, rue du Milieu B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523
<b>Chef de rédaction adjoint</b> Gauthier Byhet	
<b>Rédaction</b> redaction@lesechosdutouquet.fr courrier@lereveildeberck.fr	
<b>Publicité</b> dparisi@lavenirdelartois.fr 03.21.01.66.00	
<b>Publicité extra-locale</b> PHR Nord - GIE F.N.H. 03.21.01.66.00 - 06.60.71.21.39	
<b>Nécrologie</b> Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90 sylvie.montuy@nordlittoral.fr	



## LE SAVIEZ-VOUS ?

Avec actulegales.fr, vous consultez GRATUITEMENT les annonces légales de moins d'un an



Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises





transparente et efficace.

Un registre de concertation est mis à disposition du public au siège de la CA2BM et à la mairie de Groffliers. L'adresse électronique [revisionurbanisme4@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme4@ca2bm.fr) permet de recueillir les observations et contributions du public.

A l'issue de la concertation, le Conseil communautaire en arrêtera le bilan qui sera joint au dossier d'enquête publique.

- [Engagement révision Maison médicale](#)

#### RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU DE LA COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

Lancée par délibération n°2022-287 du conseil communautaire de la CA2BM en date du 6 octobre 2022, une procédure de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp est en cours d'élaboration par la CA2BM.



Vous trouverez ci-dessous la délibération portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp.

- ◊ [Engagement révision carrières](#)





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Courrier envoyé
- Tableau récapitulatif
- Accusés de réception
- Avis



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Courrier envoyé

Montreuil-sur-Mer, le 06 février 2023

Madame, Monsieur,

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Pôle Aménagement  
du  
Territoire  
Mme Isabelle BAILLET  
Directrice Générale  
Adjointe

Référence : Direction  
de l'aménagement  
urbain du territoire  
JCA/IB/SQ/LL  
N° 2023-555

Objet :  
Notification  
délibérations révisions  
allégées CA2BM

PJ : Délibérations  
n°2022-285, n°2022-  
286, n°2022-287,  
n°2022-288

Le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé par délibérations en date du 6 octobre 2022, d'engager, de définir les modalités de collaboration des communes membres et les modalités de concertation de trois procédures de révision allégée du PLUi Sud Opalien ayant pour objet les espaces boisés classés (n°2022-285), le zonage de la ZA de Groffliers (n°2022-286) et les linéaires de haies protégées (n°2022-288) ainsi que d'une procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp portant sur une extension de carrière (n°2022-287).

J'ai l'honneur de vous notifier les quatre délibérations susmentionnées.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de  
la planification urbaine



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Tableau récapitulatif

## RÉCEPTION DES ACCUSÉS DE RÉCEPTION – TRANSMISSION DÉLIBÉRATION

DESTINATAIRE	SUIVI
Préfecture du Pas-de-Calais Madame La Préfète Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Chambre de Commerce et D'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard Alliés BP 199 62104 Calais Cedex	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Chambre des métiers et de l'Artisanat ZAC Mont Joie Monsieur le Président 62280 Saint Martin Boulogne	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223 Saint Laurent Blangy	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville sur Mer	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 16/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Parc Naturel Marin Chemin de la Warenne 62310 Sain Etienne au Mont	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 21/02/2023
Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : non indiqué Réceptionné le : 21/02/2023
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 22/02/2023 Absence des services régionaux au cours de la procédures
Conseil Régional AOM 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 23/02/2023 Absence des services régionaux au cours de la procédures
SNCF Direction Immobilière Territoriale Nord Pôle Urbanisme 7 <sup>ème</sup> étage 449 avenue Willy Brandt 59777 Euralille	Envoyé le 14/02/2023 Reçu le : 15/02/2023 Réceptionné le : 23/02/2023
Syndicat mixte du Montreuillois	Envoyé le 14/02/2023

14 Grand Place 62650 HUCQUELIERS	<b>Reçu le : 15/02/2023</b> <b>Réceptionné le : 21/02/2023</b>
Office National des Forêts 24 rue Henri Loyer BP 46 59000 Lille	<b>Envoyé le 14/02/2023</b> <b>Reçu le : 15/02/2023</b> <b>Réceptionné le : 28/02/2023</b>



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Accusés de réception

En provenance de :

~~Office Nationale des  
Forêts  
24 rue Henri Loyer - BP 46  
59 000 LILLE~~

V78 MSR 24 20-1065903 04-21



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
**AR 2C 162 693 6151 6**



**CA2BM - Arrivé le :**

Transmission délibération AC Remvoyer à

**FRAB**

CA2BM

**28 FEV. 2023**

Service planification urbaine

11-13 Place Gambetta

6 2 1 7 0

MONTREUIL

Présenté / Avisé le : 15/02/2023  
Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être

Signature

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

**OFFICE NATIONAL DES FORÊTS**

Agence Régionale Nord Pas-de-Calais

24, rue Henri Loyer - BP 46

59004 LILLE CEDEX

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire

Le Poste agréement n° 0901

107 bd de la Liberté





En provenance de :  
~~Prefecture du Pas-de-Calais~~  
~~A l'attention de M. le Préfet~~  
~~Rue Ferdinand Buisson~~  
~~62000 Arras~~



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 6156 1



Transmission délibération AC Renvoyer à

FRAB

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Je soussigné(e) déclare être :  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire  
☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre :  
Signature :  
15 FEV. 2023  
ARRIVÉE

\* Le facteur atteste par sa signature que l'adresse du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :

Service Planification 16 FEV. 2023

11/13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL-SUR-MER

En provenance de :  
~~Chambre des métiers et de l'artisanat~~  
~~A l'attention de M. le Président~~  
~~9 rue Montjoie - ZAC du Montjoie~~  
~~62280 Saint-Martin-Boulogne~~



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 6153 0



Transmission délibération AC Renvoyer à

FRAB

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Je soussigné(e) déclare être :  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire  
☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre :  
Signature :  
15/21/23  
Chambre de Métiers et de l'Artisanat  
Hauts-de-France  
Agence Entreprises et Formation Boulogne  
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE  
couligne@cma-hautsdefrance.fr  
courriel : boulogne@cma-hautsdefrance.fr  
TEL : 03 21 99 91 91

\* Le facteur atteste par sa signature que l'adresse du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

LA POSTE 39289A 15-02-23. PR FRANCE

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :

Service Planification 16 FEV. 2023

11/13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL-SUR-MER

En provenance de :  
~~Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais~~  
~~A l'attention de M. le Président~~  
~~56 avenue Roger Salengro~~  
~~62051 Saint-Laurent-Burgis~~



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :**  
**AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 6150 9



Transmission délibération AC Renvoyer à

FRAB

Présenté / Avisé le :  
Distribué le :  
Je soussigné(e) déclare être :  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire  
☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre :  
Signature :  
15/21/23

\* Le facteur atteste par sa signature que l'adresse du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :

Service Planification 16 FEV. 2023

11/13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL-SUR-MER

En provenance de :  
~~Chambre de Commerce et d'Industrie Côte  
 d'Opale  
 24 Boulevard de l'Allier  
 BP 199  
 62104 CALAIS CEDEX~~

Présenté / Avisé le : 15/02/23  
 Distribué le : 15/02/23

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
 La Poste agrément n° C003



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
 AVIS DE RÉCEPTION**  
 AR 2C 162 693 6157 8



Transmission délibération AC

Renvoyer à

FRAB

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :

Service Planification 16 FEV. 2023  
 11/13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL-SUR-MER

En provenance de :  
~~Comité régional de la  
 conchyliculture  
 35 rue du Littoral  
 BP 5  
 50560 GOUVILLE-SUR-MER~~

Présenté / Avisé le : 16/02/23  
 Distribué le : 16/02/23

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
 La Poste agrément n° C003



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
 AVIS DE RÉCEPTION**  
 AR 2C 162 693 6148 6



Transmission délibération AC

Renvoyer à

FRAB

CA2BM

CA2BM - Arrivé le :

Service Planification 20 FEV. 2023  
 11/13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL-SUR-MER

En provenance de :  
~~Parc Naturel Marin  
 Chemin de la Wareme  
 62300 SAINT-ÉTIENNE-AU-MONT~~

Présenté / Avisé le : 15/2/23  
 Distribué le : 15/2/23

Je soussigné(e) déclare être  
☐ Le destinataire  
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire  
☐ Autre : .....

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
 La Poste agrément n° C003



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
 AVIS DE RÉCEPTION**  
 AR 2C 162 693 6154 7



Transmission délibération AC

Renvoyer à

FRAB

LA POSTE 39289A 15-02-23 CA2BM

Service planification urbaine 16 FEV. 2023  
 11-13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL

En provenance de :

~~Syndicat Mixte du  
Montreuillois - Antenne de  
La CCHPM  
14 Grande Place  
62850 HOUQUELIERS~~

SRP2 V26 MSR 2A 20-1065503 04-21



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 6155 4



FRAB



CA2BM - Arrivé le :  
16 FEV. 2023

CA2BM

Service planification urbaine

11-13 Place Gambetta

62170

MONTREUIL

Présenté / Avisé le :

Distribué le : 15/02/23

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

Signature facteur \*

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803



En provenance de :

~~Conseil Départemental  
Rue Ferdinand Buisson  
62013 Arras Cedex 3~~

SRP2 V26 MSR 2A 20-1065503 04-21



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION**  
AR 2C 162 693 6152 3



FRAB



Transmission d'allocations de

Renvoyer à

CA2BM

Service Planification

CA2BM - Arrivé le :

11-13

Place Gambetta

17 FEV. 2023

62170

MONTREUIL - SUR - MER



Présenté / Avisé le :

Distribué le : 15/02/23

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre : .....

Signature facteur \*

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C803



En provenance de :  
~~SNCF - Direction Immobilière  
Territoriale Nord - Pôle synthèse -  
Innovation - Urbanisme - Immobilier Perspective  
pôle d'opérations - 449 avenue Willy Brandt  
59377 - Euralille~~

SDR2 V2B MSR 2A 20-1065903 04-21

Présenté / Avisé le :	/ /
Distribué le :	15 FEV. 2023 /
Je soussigné(e) déclare être	
<input type="checkbox"/> Le destinataire	
<input type="checkbox"/> Le mandataire	
<input type="checkbox"/> CNI / permis de conduire	
<input type="checkbox"/> Autre : .....	

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C001



RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 6147 9



Transmission délibération AC ~~CA2BM~~ FRAB - Arrivé le :

CA2BM

22 FEV. 2023

Service planification urbaine

11-13 Place Gambetta

6 2 1 7 0

MONTREUIL



En provenance de :  
~~Conseil Régional  
A l'attention de M. le Président  
151 avenue du Président Hainaut  
59555 Lille Cedex~~

SDR2 V2B MSR 2A 20-1065903 04-21

Présenté / Avisé le :	/ /
Distribué le :	Région Hauts-de-France
Je soussigné(e) déclare être	
<input type="checkbox"/> Le destinataire	
<input type="checkbox"/> Le mandataire	15 FEV. 2023
<input type="checkbox"/> CNI / permis de conduire	
<input type="checkbox"/> Autre : .....	

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C001



RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 6158 5



Transmissions délibérations ~~CA2BM~~ FRAB - Arrivé le :

CA2BM

22 FEV. 2023

Service Planification

11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0

MONTREUIL - SUR - MER



En provenance de :  
~~Conseil Régional  
A l'attention de l'ACM  
151 avenue du Président Hainaut  
59555 Lille Cedex~~

SDR2 V2B MSR 2A 20-1065903 04-21

Présenté / Avisé le :	/ /
Distribué le :	Région Hauts-de-France
Je soussigné(e) déclare être	
<input type="checkbox"/> Le destinataire	
<input type="checkbox"/> Le mandataire	15 FEV. 2023
<input type="checkbox"/> CNI / permis de conduire	
<input type="checkbox"/> Autre : .....	

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.  
La Poste agrément n° C001



RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION  
Numéro de l'AR : AR 2C 162 693 6149 3



Transmission délibérations ~~CA2BM~~ Renvoyer à FRAB - Arrivé le :

CA2BM

22 FEV. 2023

Service Planification

11/13 Place Gambetta

6 2 1 7 0

MONTREUIL SUR - MER





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### II – Notification aux personnes publiques associées

- Avis



Direction

Agence Hauts de France 2040

Service aménagement régional

Région  
**Hauts-de-France**

Réf : AHDF-2023-006931

Dossier suivi par : Stéphanie DEPREZ

Tél : 03 74 27 15 32

Mail : stephanie.deprez@hautsdefrance.fr

O. I. Buffier CA2BM - Arrivé le :  
x Pdt / D. B. / 20 AVR. 2023

2023-1862

*Signature: O. I. Buffier*

Monsieur Bruno COUSEIN

Président

Communauté d'Agglomération des 2 Baies en  
Montreuillois

11-13 Place Gambetta

62170 MONTREUIL SUR MER

Amiens, le **18 AVR. 2023**

Objet : Procédures de révision allégée du PLUi Sud Opalien  
et du PLU de Wailly -Beaucamp.

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu les délibérations concernant les procédures de révision allégée du PLUi SUD OPALIEN et du PLU de WAILLY-BEAUCAMP.

Les PLU et PLU intercommunaux sont des instruments opérant pour la gestion de l'espace et le développement équilibré des territoires. C'est pourquoi, la Région porte un intérêt à ce document stratégique.

Le SRADDET Hauts-de-France a été adopté le 30 juin 2020 et approuvé par le Préfet le 4 août 2020. Il est téléchargeable sur <https://2040.hautsdefrance.fr/download/sraddet-adopte-en-2020/>.

Au titre de l'article L 4251-3 du CGCT et selon la hiérarchie des normes, le SRADDET s'impose au Schéma de cohérence territorial et à défaut au PLU. La Région a décidé de concentrer son accompagnement sur les Schémas de cohérence territoriaux et c'est donc à travers le SCoT de votre territoire (qui intègre votre intercommunalité et le périmètre de votre PLUi) que le SRADDET s'appliquera.

C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir excuser l'absence des services régionaux au cours de la procédure citée en objet. Si nécessaire, nous vous ferons part, le cas échéant, de nos remarques sur votre projet par courrier.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Par délégation du Président du Conseil régional,

*Signature: Pierre-Jean LORENS*  
**Pierre-Jean LORENS**  
Directeur par intérim

N.B. : Cet accusé de réception ne tient pas lieu d'avis de la Région sur le projet



151, avenue du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais  
Tél. (0)3 74 27 00 00 - fax (0)3 74 27 00 05 - hautsdefrance.fr

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, le droit d'accès et de rectification des informations vous concernant s'exerce auprès du Correspondant Informatique et Libertés de la Région Hauts-de-France



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### III – Bilan de la concertation avant arrêt du projet

- Certificat d’affichage
- Bilan de la concertation



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### III – Bilan de la concertation avant arrêt du projet

- Certificat d’affichage



Montreuil-sur-Mer, le 18 Octobre 2023

-----

## **Certificat Bilan de concertation**

-----

**Délibération du Conseil Communautaire n° 2022-287 en date du 06 octobre 2022 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp**

-----

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois, certifie que conformément à l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme, le dossier de révision allégée a fait l'objet d'une concertation dont l'ensemble des modalités sont définies dans la délibération n°2022-287 en date du 06 octobre 2022 ont été effectuées :

- Un registre a été mis en place au siège de la CA2BM et à la mairie de Wailly-Beaucamp ;
- Une information sur la procédure a été affichée sur le site internet de la CA2BM tout au long de la procédure ;
- Une adresse électronique ([revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr)) a permis de recueillir les observations et contributions du public.

Les différents moyens mis en œuvre dans le cadre de la phase de concertation ont permis de cibler et toucher divers publics afin qu'ils puissent à la fois prendre connaissance du dossier et apporter des observations, remarques ou demandes de modification.

A l'issue de la concertation :

- Il n'a pas été fait mention d'observation, remarque ou demande de modification de la part d'habitants ou d'associations dans les registres mis en place au siège de la CA2BM et en mairie de Wailly-Beaucamp ;
- Il n'a pas été fait mention d'observation, remarque ou demande de modification de la part d'habitants ou d'associations à l'adresse mail [revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr)

**Bruno COUSEIN**  
  
Maire de Berck-sur-Mer  
Président de la CA2BM  
Conseiller Départemental du canton de Berck



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### III – Bilan de la concertation avant arrêt du projet

- Bilan de la concertation

## Bilan de la Concertation – Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Les modalités d'information et d'expression mises en place, conformément à la délibération de prescription, à savoir :

### Pour s'informer :

L'ensemble des documents clés autour de la démarche ont été déposés sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr))



### Pour contribuer :

#### **-De manière numérique :**

.Par courriel au sein de l'adresse [revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr),

#### **-Par moyens d'expression papier :**

.La mise en place de deux registres de concertation au siège de la CA2BM et en Mairie de Wailly-Beaucamp,

### **SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS :**

-**0** contributions ont été déposées sur les cahiers de concertation (siège de la CA2BM et Mairie de Wailly-Beaucamp),

-**0** contributions ont été déposées sur l'adresse mail précitée,



DÉPARTEMENT

COMMUNE

# Registre de concertation du public

*Cocher la case correspondante*

- ☐ Schéma de Cohérence Territorial (S.C.O.T.)
- ☒ Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)
- ☐ Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.)
- ☐ Opération d'aménagement
- ☐ Autre

Relatif à : Engagement, définition des modalités de  
collaboration des communes membres et des  
modalités de concertation de la procédure  
de révision "allégée" du PLU Wailly-Beaucamp  
→ Carnière à

Lieu de la concertation : Mairie de WAILLY-BEAUCAMP /  
Siège de la CAEBM, MONTREUIL



## EXTRAIT RÉGLEMENTAIRE

**Article L. 103-2 du Code de l'urbanisme** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1. L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
2. La création d'une zone d'aménagement concerté ;
3. Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'État ;
4. Les projets de renouvellement urbain.

**Article L. 103-3** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1. L'autorité administrative compétente de l'État lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'État ;
2. L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

**Article L. 103-5** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

**Article L. 300-2** (modifié par l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 (V))  
(modifié par l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 7)

Les projets de travaux ou d'aménagements soumis à permis de construire ou à permis d'aménager, autres que ceux mentionnés au 3° de l'article L. 103-2, situés sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale, par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu ou par une carte communale peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2. Celle-ci est réalisée préalablement au dépôt de la demande de permis, à l'initiative de l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis ou, avec l'accord de celle-ci, à l'initiative du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage transmet à l'autorité compétente pour statuer un dossier de présentation du projet comportant au moins une description de sa localisation dans l'environnement et sur le terrain concerné, sa destination, les caractéristiques des constructions ou aménagements envisagés, comprenant un avant-projet architectural dans le cas où le projet comporte des bâtiments, ainsi que la desserte du projet par les équipements publics et l'aménagement de ses abords.

L'autorité compétente met ce dossier à la disposition du public dans des conditions lui permettant d'en prendre connaissance et de formuler des observations ou propositions. Celles-ci sont enregistrées et conservées. Le bilan de la concertation est joint à la demande de permis.

Pour les projets devant faire l'objet d'une évaluation environnementale et pour lesquels la concertation préalable est réalisée, il n'y a pas lieu d'organiser l'enquête publique mentionnée à l'article L. 123-1 du code de l'environnement.

La demande de permis de construire ou de permis d'aménager, l'étude d'impact et le bilan de la concertation font l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

L'autorité mentionnée aux 1° ou 2° de l'article L. 103-3 peut prendre une décision ou une délibération définissant, parmi les projets de travaux ou d'aménagements mentionnés au présent article, ceux qui, compte tenu de leur importance, de leur impact potentiel sur l'aménagement de la commune ou de la sensibilité du lieu où ils seront implantés, sont soumis à cette concertation.

NOTA : Conformément au II de l'article 8 de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016, les dispositions de ladite ordonnance entrent en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

# Registre de concertation du public

Concertation préalable à : la modification du zonage de parcelles situées  
à l'arrière de l'actuelle carrière Saison (parage des parcelles  
2C5, 2C6, 2C8 et 2C13 de zones A à des zones NC) afin  
d'assurer la pérennisation du site d'exploitation et des emplois  
y étant associés tout en prévoyant les modalités de  
reconversion du site en cas de cessation d'activités au  
sein du règlement écrit du PLU.

En exécution de la délibération du<sup>(1)</sup> n° 2022-287

en date du 06 / 10 / 2022

je soussigné(e)<sup>(2)</sup> le Président de la CAEPM, Bruno Corsein

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, pour recevoir les observations du public.

À MONTREUIL-SUR-MER, le 21/12/2022

signature



(1) Conseil Municipal  
Comité Directeur  
Conseil Communautaire

(2) Maire de..., Président du..., Préfet de...

## SUIVI DE LA CONCERTATION

[illegible][illegible]



## OBSERVATIONS DU PUBLIC

DÉPARTEMENT

COMMUNE

# Registre de concertation du public

*Cocher la case correspondante*

- ☐ Schéma de Cohérence Territorial (S.C.O.T.)
- ☒ Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)
- ☐ Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.)
- ☐ Opération d'aménagement
- ☐ Autre

Relatif à : *Engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision "allégée" du P.L.U. de Wailly - Beaucamp.*

Lieu de la concertation : *Mairie de WAILLY - BEAUCAMP /*  
*Siège de la CALBM, MONTREUIL.*



## EXTRAIT RÉGLEMENTAIRE

**Article L. 103-2 du Code de l'urbanisme** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1. L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
2. La création d'une zone d'aménagement concerté ;
3. Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'État ;
4. Les projets de renouvellement urbain.

**Article L. 103-3** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1. L'autorité administrative compétente de l'État lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'État ;
2. L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

**Article L. 103-5** (créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5)

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

**Article L. 300-2** (modifié par l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 - art. 2 (V))  
(modifié par l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 7)

Les projets de travaux ou d'aménagements soumis à permis de construire ou à permis d'aménager, autres que ceux mentionnés au 3° de l'article L. 103-2, situés sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale, par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu ou par une carte communale peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2. Celle-ci est réalisée préalablement au dépôt de la demande de permis, à l'initiative de l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis ou, avec l'accord de celle-ci, à l'initiative du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage transmet à l'autorité compétente pour statuer un dossier de présentation du projet comportant au moins une description de sa localisation dans l'environnement et sur le terrain concerné, sa destination, les caractéristiques des constructions ou aménagements envisagés, comprenant un avant-projet architectural dans le cas où le projet comporte des bâtiments, ainsi que la desserte du projet par les équipements publics et l'aménagement de ses abords.

L'autorité compétente met ce dossier à la disposition du public dans des conditions lui permettant d'en prendre connaissance et de formuler des observations ou propositions. Celles-ci sont enregistrées et conservées. Le bilan de la concertation est joint à la demande de permis.

Pour les projets devant faire l'objet d'une évaluation environnementale et pour lesquels la concertation préalable est réalisée, il n'y a pas lieu d'organiser l'enquête publique mentionnée à l'article L. 123-1 du code de l'environnement.

La demande de permis de construire ou de permis d'aménager, l'étude d'impact et le bilan de la concertation font l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

L'autorité mentionnée aux 1° ou 2° de l'article L. 103-3 peut prendre une décision ou une délibération définissant, parmi les projets de travaux ou d'aménagements mentionnés au présent article, ceux qui, compte tenu de leur importance, de leur impact potentiel sur l'aménagement de la commune ou de la sensibilité du lieu où ils seront implantés, sont soumis à cette concertation.

NOTA : Conformément au II de l'article 8 de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016, les dispositions de ladite ordonnance entrent en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

# Registre de concertation du public

Concertation préalable à : La modification du zonage de parcelles situées à l'arrière de l'actuelle carrière Saison / parage de parcelles ZC 5, ZC 6, ZC 8 et ZC 23 de zones A à des zones NC afin d'amener la préservation du site d'exploitation et des emplois y étant associés tout en prévoyant les modalités de reconversion du site en cas de cessation d'activités au sein du règlement écrit du PLU.

En exécution de la délibération du <sup>(1)</sup> n° 2022-287

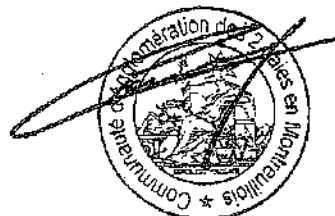
en date du 06 / 10 / 2022

je soussigné(e) <sup>(2)</sup> le Président de la CARBM, Bruno COUSEIN

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, pour recevoir les observations du public.

A MONTREUIL - SUR - MER, le 21 / 12 / 2022

signature



(1) Conseil Municipal  
Comité Directeur  
Conseil Communautaire

(2) Maire de..., Président du..., Préfet de...

# SUIVI DE LA CONCERTATION

[illegible]



## OBSERVATIONS DU PUBLIC







# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### IV – Arrêt du projet

- Délibération
- Certificat d'affichage
- Parutions





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### IV – Arrêt du projet

- Délibération



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

-----

L'an deux mille vingt-trois, le 12 octobre à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 5 octobre 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

**Etaient présents :** Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

**Etaient excusés et avaient donné pouvoir :**

Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à Valérie DELORME  
Philippe FOURCROY a donné pouvoir à Claude VILCOT  
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à Franck TINDILLER  
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à Danièle BERTIN  
Mélanie WATEL a donné pouvoir à Jean-Luc BOUVIER  
Mary BONVOISIN a donné pouvoir à Bruno COUSEIN  
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à Daniel FASQUELLE  
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à Claude COIN  
Amélie JANKOWSKI a donné pouvoir à Didier BRICOUT  
Didier BOMY a donné pouvoir à Walter KAHN  
Margarète BARBARA a donné pouvoir à Geneviève MARGERITTE

**Etaient excusés et représentés par un suppléant :**

Thierry POILLET représenté par Jean-Claude JOURDAIN  
Véronique GRAILLOT représentée par Michel LOUVET

**Etaient absents excusés et non représentés :**

Dominique Masson, Gaston CALLEWAERT, Sébastien BETHOUART, Claudine OBERT, Rose-Marie DELPORTE, Emile CREPIN, Charles LANQUETIN, Jean-Pierre LAMOUR, Juliette BERNARD, Henri DELIANNE, Françoise DENIS, Daniel THILLIEZ, Bruno DELENCLOS, Hubert DEGREVE.

**Secrétaire de séance :** Valérie DECLERCQ

Monsieur Pierre LEQUIEN est arrivé à 18h12 avant l'installation de Monsieur Olivier DEKEN.  
Madame Christelle BEAURAIN est arrivée à 18h13 avant l'intervention du Président de l'Amicale de la CA2BM.

Monsieur Daniel FASQUELLE est arrivé à 18H15 avant le vote de la délibération n°2023-215.  
Monsieur Benoît ROUZÉ est arrivé à 18H15 avant le vote de la délibération n°2023-215.

**Fin de la séance : 19h36**



Numéro de l'acte	2023-268
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

**Objet : Planification – Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et bilan de la concertation – révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp**

**• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.132-2 et suivants, L.132-7 et suivants, L.153-11 et suivants, L.153-31 et suivants, R.104-11, R.132-1 et suivants, R.153-3 et suivants, R.153-11 et suivants, R.153-20 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des maires des communes en date du 06 octobre 2022 durant laquelle les modalités de collaboration ont été définies ;
- Vu la délibération n°2022-287 en date du 06 octobre 2022 portant sur l'engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de la Commune de Wailly-Beaucamp ;

Considérant que conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme, l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme ;

## **1. Objectifs poursuivis**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Wailly-Beaucamp s'articule autour de trois axes dont le deuxième est intitulé « Conforter les activités économiques ». Un des objectifs économiques de cet axe est de permettre un développement des activités industrielles, artisanales et tertiaires.

La carrière Saison est un acteur économique du territoire communal depuis 2006, date à laquelle le site d'exploitation a commencé à extraire des matériaux sur les parcelles B31, B33, ZC1, ZC24,

ZC28 et ZC 29 classées en zone Nc. Afin d'éviter que les activités de la carrière, pourvoyeuses d'emplois et de ressources en circuits-courts, ne cessent en raison de l'épuisement du gisement actuellement exploité, il est nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée aux carrières sur les parcelles voisines.

L'objectif de la révision est ainsi de modifier le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23 afin d'assurer la pérennisation du site d'exploitation et des emplois y étant associés tout en prévoyant les modalités de reconversion du site en cas de cessation d'activités au sein du règlement écrit du PLU.

## **2. Bilan de la concertation**

Conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme, le dossier de révision allégée a fait l'objet d'une concertation dont l'ensemble des modalités sont définies dans la délibération n°2022-285 en date du 06 octobre 2022 ont été effectuées :

- Un registre a été mis en place au siège de la CA2BM et à la mairie de Wailly-Beaucamp ;
- Une information sur la procédure a été affichée sur le site internet de la CA2BM tout au long de la procédure ;
- Une adresse électronique ([revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr)) a permis de recueillir les observations et contributions du public.

Les différents moyens mis en œuvre dans le cadre de la phase de concertation ont permis de cibler et toucher divers publics afin qu'ils puissent à la fois prendre connaissance du dossier et apporter des observations, remarques ou demandes de modification.

A l'issue de la concertation :

- Il n'a pas été fait mention d'observation, remarque ou demande de modification de la part d'habitants ou d'associations dans les registres mis en place au siège de la CA2BM et en mairie de Wailly-Beaucamp ;
- Il n'a pas été fait mention d'observation, remarque ou demande de modification de la part d'habitants ou d'associations à l'adresse mail [revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr) ;

**Il est précisé :**

- Que le projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp, prescrit par délibération en Conseil communautaire, fera l'objet, avant enquête publique, d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- Que le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté sera soumis pour avis aux communes intéressées par la révision ;
- Que les avis recueillis lors de l'examen conjoint ainsi que le compte rendu seront joints au dossier pour mise à l'enquête publique ;
- Que conformément aux dispositions de l'article L. 103-6 et suivants du Code de l'Urbanisme, le dossier définitif du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp,

tel que arrêté en Conseil Communautaire, sera tenu à la disposition du public à la CA2BM (site d'Ecuire), en mairie de Wailly-Beaucamp et sur le site internet de la CA2BM ;

- Que les instances politiques se sont réunies lors de l'élaboration de la révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp ;

Les crédits sont prévus au budget ;

Conformément à l'article L.153-16 du Code de l'Urbanisme, le projet de plan arrêté sera soumis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration, mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9, ainsi qu'à la Commission Départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

Conformément à l'article L 153-17 du Code de l'Urbanisme, le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande :

- 1° Aux communes limitrophes ;
- 2° Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- 3° A la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

**Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,**

**Le Conseil Communautaire décide :**

- d'acter le bilan de la concertation relative à la présente révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp conformément à la délibération n°2022-287 du 06 octobre 2022 ;
- d'arrêter le projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- de soumettre pour avis le projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp, lors d'un examen conjoint, conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- de solliciter l'avis des communes concernées ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

### **Adopté à l'Unanimité**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

**Le Président,**

  
**Bruno COUSEIN**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20231012-2023-268-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2023



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### IV – Arrêt du projet

- Certificat d'affichage

Montreuil-sur-Mer, le 29/11/2023

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Délibération du Conseil Communautaire n° 2023-268 en date du 12 octobre 2023 portant arrêt du projet de plan local d'urbanisme et bilan de la concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp**

-----

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher la délibération du Conseil Communautaire de la CA2BM n°2023-268 du 12 octobre 2023 portant **arrêt du projet de plan local d'urbanisme et bilan de la concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp** du 26 octobre 2022 au 29 novembre 2023 **inclus en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.



Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck

Wailly-Beaucamp, le 30/11/2023

-----  
**Certificat d'affichage**  
-----

**Délibération du Conseil Communautaire n° 2023-268 en date du 12 octobre 2023 portant arrêt du projet de plan local d'urbanisme et bilan de la concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp**

-----

Le Maire de la commune de Wailly-Beaucamp,

Certifie avoir fait afficher la délibération du Conseil Communautaire de la CA2BM n°2023-268 du 12 octobre 2023 portant arrêt du projet de plan local d'urbanisme et bilan de la concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp du 26 octobre 2022 au 29 novembre 2023 inclus en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Maire,  
Véronique GRAILLOT,







# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### IV – Arrêt du projet

- Parutions

**LÉGALES**

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

**ANNONCES ADMINISTRATIVES****AVIS ADMINISTRATIFS****COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DU PAYS DE SAINT-OMER**

Projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)  
de l'ex-Communauté de Communes du Canton de Fauquembergues

Par délibération en date du 28 septembre 2023, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer a prescrit la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de l'ex-Communauté de Communes du Canton de Fauquembergues. Ladite délibération est affichée au siège de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer et dans les mairies concernées. Un dossier de concertation y est également mis à disposition du public en ces lieux.

**AVIS AU PUBLIC**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES DEUX BAIES EN MONTEUILLOIS

Le public est informé que :

- Par arrêté n°2023-52 en date du 13 octobre 2023, le Président a décidé d'engager la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Lefaux ;
  - Par délibérations :
    - N°2023-269 en date du 12 octobre 2023, le Conseil communautaire a décidé du retrait des délibérations n°2022-286 et n°2023-43 portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision allégée du PLUi Sud Opalien – Zonage Groffliers et Réduction d'une protection liée aux milieux naturels ZA Groffliers ;
    - N°2023-70 en date du 12 octobre 2023, le Conseil communautaire a décidé de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi Sud Opalien et définissant les modalités de concertation – ZA Groffliers ;
    - N°2023-268 en date du 12 octobre 2023, le Conseil communautaire a décidé de l'arrêt du projet de PLU – révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp et a tiré le bilan de la concertation.
- L'ensemble des documents sera mis, en temps utile, sur le site internet de la CA2BM ainsi que dans les mairies concernées.

**MARCHÉS PUBLICS****MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES****PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS****AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

Procédure adaptée plus de 90 000,00 € HT

Nom complet de l'acheteur : Commune de Courrières  
Type et N° national d'identification : SIRET n° 21620250700010  
Groupement d'acheteurs : Non  
Moyen d'accès aux documents de la consultation : Lien URL vers le profil d'acheteur  
<http://marchespublics596280.fr/>  
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui  
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non  
Nom du contact : Christophe PILCH, Maire  
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte  
Technique d'achat : Accord-cadre  
Identification des catégories d'acheteurs intervenant : Commune  
Date et heure limite de réception des plis : 30/11/2023 à 16h00  
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite  
Réduction du nombre de candidats : Non  
Possibilité d'attribution sans négociation (sur la base de l'offre initiale) : Oui  
L'acheteur exige la présentation de variante : Non  
Critères d'attribution : Voir article 5 du règlement de consultation  
**Intitulé du marché : Mise à disposition de personnel dans le cadre d'un parcours d'insertion**  
Type de marché : Services  
Lieu principal d'exécution du marché : 62710 Courrières  
La consultation comporte des tranches : Non  
Marché alloué : Non  
Visite obligatoire : Non  
Date d'envoi à la publication : 08/11/2023

**MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX****PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS**

HABITAT Hauts-de-France  
520 BOULEVARD DU PARC - PARC D'AFFAIRES  
62231 COQUELLES  
Tél : 03.21.00.81.61 – FAX : 03.21.00.81.39

DIRECTION IMMOBILIERE

**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

Dénomination de l'organisme qui passe le marché :  
HABITAT Hauts-de-France  
520 BOULEVARD DU PARC - PARC D'AFFAIRES  
62231 COQUELLES  
Mode de passation choisi : Procédure Adaptée – Mise en concurrence simplifiée  
Forme du marché : Privé  
**Objet du marché, nature des prestations à réaliser :**  
**Marché de Travaux de Construction de 10 logements individuels locatifs Impasse du Belvédère – 59 554 RAILLENCOURT-SAINT-OLLE**  
Mode de dévolution : CORPS D'ETAT SEPARÉS SUIVANT ALLOTISSEMENT DEFINI  
CIDESSOUS :  
Lot N°01 : Gros-œuvre - Enduit  
Lot N°02 : Charpente – Ossature Bois – Bardage  
Lot N°03 : Couverture tuiles  
Lot N°04 : Menuiseries Extérieures  
Lot N°05 : Menuiseries Intérieures  
Lot N°06 : Doublage - Plâtrerie – Isolation  
Lot N°07 : Carrelage - Faïences  
Lot N°08 : Peintures – Sols Souples – Nettoyage  
Lot N°09 : Electricité  
Lot N°10 : Plomberie – Sanitaires – Chauffage - VMC  
Lot N°11 : Voirie – Assainissement – Réseaux divers – Espaces Verts  
Durée du marché : La durée du marché part à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux au titulaire pour une durée de 13 mois de travaux compris période de préparation de 1 mois, congés payés et 22 jours d'intempéries.  
Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation : Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable à partir des adresses suivantes :  
[www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)  
[www.habitathdf.fr](http://www.habitathdf.fr)  
Le dossier est à retirer à partir du jeudi 09 novembre 2023.  
Modalités de remise des offres :  
Les dossiers devront impérativement être remis par voie dématérialisée sur le site [www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com) conformément au règlement de consultation avant le :  
Mardi 19 décembre 2023 à 12h00.  
Il est fortement conseillé de remettre une copie de sauvegarde dans les conditions fixées au règlement de consultation.  
Modalités et présentation des offres : Définies dans le règlement de consultation  
Justifications à produire par les candidats : Définies dans le règlement de consultation  
Critères de sélection des offres : Afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, le maître d'ouvrage appliquera les critères suivants : prix des prestations (40%), valeur technique (36%), garanties professionnelles et financières (12%), environnement (12%).  
Délai de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.  
Renseignements d'ordre administratif : HABITAT HAUTS-DE-FRANCE – Jean-Philippe POCHET  
Tél : 03.21.00.81.17 Mail : [jppochet@habitathdf.fr](mailto:jppochet@habitathdf.fr)  
Renseignements d'ordre technique : Collectif JINKAU – Salvatore CAMBONI  
Tél : 06.41.24.18.07  
Mail : [scamboni@jinkau.com](mailto:scamboni@jinkau.com)  
Date d'envoi de l'avis à la publication chargée de l'insertion : 09/11/2023



Presses • Digital • TV • Event

**COLLECTIVITES | MAIRIES | PREFECTURES**

Découvrez



[www.proxiterritoires.fr](http://www.proxiterritoires.fr)

La plateforme de dématérialisation de vos registres de consultation, enquêtes publiques et PPVE\*.

Contactez-nous

 [serviceclientslegales@rosselconseil.fr](mailto:serviceclientslegales@rosselconseil.fr)

\*PPVE : Participation Publique par Voie Electronique



Libra  
MEMORIA

par



Publi-communicé

“ Quand une famille se retrouve confrontée à l'épreuve du deuil, nous proposons systématiquement la diffusion d'un avis de décès dans la presse et sur le site [libramemoria.com](http://libramemoria.com).

Au-delà d'informer facilement et très largement la communauté de la disparition de cet être cher, cette solution permet de recueillir des hommages et des condoléances.

Ce service est très apprécié des familles qui y voient un véritable espace de recueillement

”

Pompes Funèbres  
SZAMWEBER

[www.libramemoria.com](http://www.libramemoria.com)

